

REPUBLIQUE TOGOLAISE



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

26 novembre 2024

COOPERATION :

ECHANGES ENTRE LE CHEF DE L'ETAT ET LE VICE-PRESIDENT DE LA COTE D'IVOIRE

Lomé, 26 nov. (ATOP) – Le président de la République, Faure Gnassingbé a reçu, le lundi 25 novembre, au palais de la présidence à Lomé, le vice-président de la Côte d'Ivoire, Tiémoko Meyliet Koné.

Le chef de l'Etat et son hôte ont échangé sur les relations d'amitié et de coopération entre le Togo et la Côte d'Ivoire dans différents domaines de développement socio-économique et les perspectives de renforcement du partenariat

bilatéral. Les deux hommes d'Etat ont également abordé des questions importantes relatives à la situation dans la sous-région, notamment aux plans sécuritaire, politique et de l'intégration pour le bonheur des peuples.

Le vice-président Tiémoko Meyliet Koné a remercié le chef de l'Etat pour son implication dans le renforcement de l'intégration économique régionale, la paix et la stabilité.

Membres de différentes organisations régionales telles que l'UEMOA et la CEDEAO, le Togo et la Côte d'Ivoire se consultent régulièrement sur les questions d'intérêt commun particulièrement celles liées à l'essor économique de la sous-région.

ATOP/Service de communication de la Présidence



M. Tiémoko avec le chef de l'Etat

ECHOS DE LA CAPITALE

LES STRATEGIES D'ECOBANK POUR LE TOGO PRESENTEES AU CHEF DE L'ETAT

Lomé, 26 nov. (ATOP) – Le président de la République, Faure Gnassingbé s'est entretenu, le lundi 25 novembre, palais de la présidence, avec le directeur général du Groupe Ecobank Transnational Incorporated (ETI) Jeremy Awori.

M. Awori est allé présenter au chef de l'Etat la situation de l'ETI, ses stratégies pour le développement du Togo à travers le financement des Petites et moyennes entreprises (PME) et des projets à fort impact

économique et social. Il s'agit des projets relatifs aux domaines de l'agriculture, des infrastructures, de l'environnement et de l'énergie.

Le directeur général du Groupe ETI a déclaré qu'« Il est toujours impératif que nous fassions au chef de l'État le point de la situation de notre banque, la possibilité de nous associer au gouvernement et aux entreprises pour soutenir le développement du Togo. Nous avons discuté spécifiquement des opportunités autour du financement des PME, de l'agriculture, des projets d'infrastructure, de financement vert, de l'énergie verte qui peuvent aider à stimuler la croissance économique future ».

M. Awori a dit qu'il a recueilli les orientations du président de la République pour l'atteinte des objectifs de son institution et une implémentation optimale de ces projets de développement au Togo.

Ecobank Transnational Incorporated (ETI) est un holding bancaire panafricain créé en 1985 dont le siège social est à Lomé. Elle est présente dans 35 pays africains et a pour objectif de contribuer au développement économique et à l'intégration financière du continent. ATOP/Service de communication de la Présidence



M. Awori avec M. Faure Gnassingbé

LA BOAD INAUGURE SON CENTRE DE DOCUMENTATION PAR UNE SIGNATURE D'ACCORDS

Lomé, 26 nov. (ATOP) - Une cérémonie de signature d'accords de coopération avec cinq établissements d'enseignement supérieur et universitaire du Togo est intervenue, le mardi 26 novembre à Lomé, dans le cadre de l'ouverture du centre de documentation de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) au public externe.

Les documents des accords-cadres ont été paraphés entre le vice-président de la BOAD, Braïma Luis Soares-Cassama et les représentants des cinq institutions universitaires notamment l'Université de Lomé (UL), l'Ecole nationale d'administration (ENA), l'Université catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO), l'Institut régional d'enseignement supérieur et de recherche en développement culturel (IRES-RDEC) et l'Ecole supérieure d'audit et de management (ESAM).

Cette cérémonie de signature marque l'ouverture du centre de documentation de la Banque aux usagers, un cadre dédié aux activités de documentation et aux archives avec des commodités plus modernes et des prestations de meilleure qualité. Ce centre se distingue par la richesse de son

fonds documentaire ; la modernité et l'interactivité dans la consultation des ressources ; la possibilité de consulter et de réserver à distance via une bibliothèque virtuelle. Ce centre dispose également d'une salle de lecture, une salle multimédia, un fonds documentaire sécurisé et la disponibilité d'une salle polyvalente réservée à divers types d'événements, entre autres, des ateliers d'animation, des réunions de clubs, des conférences et des webinaires.



M. Soares-Cassama (milieu) avec les signataires

prévoit l'ouverture du centre aux usagers externes qu'est la population dans toute sa composante. Ce centre ouvert pour la phase pilote exclusivement aux étudiants et enseignants des cinq établissements, rentre également dans la réalisation de l'agenda 2030 des Nations Unies pour le développement dont la cible 16.10 recommande d'« assurer l'accès public à l'information et la protection des libertés fondamentales ».

Le vice-président de la BOAD a indiqué que l'inauguration de ce centre constitue « une étape significative dans l'engagement multiforme de la banque à accompagner ses Etats membres ». Il a relevé que l'éducation étant un des secteurs prioritaires de la BOAD, « favoriser l'accès à l'information et à la connaissance à des enseignants chercheurs est pour nous une grande satisfaction ».

M. Soares-Cassama a précisé que les 5 établissements sélectionnés au Togo répondant aux critères d'excellence, de bonne réputation et de sérieux. Il a ajouté que ce partenariat entend à s'étendre à d'autres établissements de l'espace UEMOA, en fonction du bilan de la première phase et des capacités d'accueil du centre. A partir de cet accord-cadre, il a réitéré la volonté de la banque à « construire ensemble un partenariat solide qui soutiendra l'innovation et l'excellence académique dans la région et créer un environnement propice à la recherche et à l'apprentissage ».



Vue de face du centre de documentation



Visite guidée à l'intérieur du centre

Pour le président de l'Université de Lomé et directeur général de l'ENA, Prof. Adama Kpodar, cet accord répond de l'ouverture souhaitée par les universités et institutions d'enseignement supérieur vers le monde privé et les partenaires internationaux. « Nous nous réjouissons aujourd'hui puisque la BOAD descend un peu de son piédestal pour essayer de toucher le public en mettant à la disposition de ces universités et institutions d'enseignement

supérieur, une salle de documentation ». Cela, dit-il, rentre dans les stratégies partagées puisqu'il est reconnu aujourd'hui que le capital humain est un élément important dans le développement des pays. Il s'est dit heureux d'être parmi les premiers bénéficiaires de cette salle de documentation dotée de technologie révolutionnaire de pointe qui permettront « aux enseignants de faire des recherches et aux étudiants, doctorants et mastérants de pouvoir avoir des informations de dernières heures afin de produire et de contribuer aux politiques de développement de nos Etats ».

La cérémonie s'est achevée par une visite guidée du centre de documentation érigé dans l'enceinte de la BOAD, un bâtiment à deux niveaux comprenant, entre autres, un hall d'accueil, une salle polyvalente d'une capacité de 100 places, une médiathèque et un espace de consultation.
ATOP/AJA/BA

JOURNEE MONDIALE DE L'ENFANCE, EDITION 2024 :
UNE TABLE RONDE PLANCHE SUR LA SITUATION DES ENFANTS AU TOGO,
PROJECTION 2050



Les officiels et des enfants

« Avançons dans l'inclusion : tenons les petites mains ». Elle a réuni, entre autres, les agences du système des Nations unies, des représentations diplomatiques et des organisations de la société civile nationale et internationale.

Ces assises ont permis de réfléchir sur les problématiques d'actualités, les effets négatifs du numérique sur le bien-être des enfants, les violences et abus divers dont ils sont victimes au quotidien. Il s'est agi pour les acteurs concernés de s'unir pour une synergie d'actions afin de relever les défis présents et émergents, pour une amélioration substantielle du système de protection des enfants au Togo.

La rencontre a été marquée par la présentation du rapport sur la situation des enfants dans le monde 2024. Intitulé « L'avenir de l'enfance dans un monde en mutation », ce rapport a été présenté par le directeur général de la protection de l'enfance au ministère en charge de l'Action sociale, Dr Kandalé Kondoh. Ce rapport souligne que les enfants, bien qu'étant les moins responsables des changements globaux, subissent les impacts les plus lourds.

Il ressort de son exposé que pour la projection 2050, dans le domaine de la santé, on note une amélioration des taux de survie des nouveau-nés. Le taux de survie des nouveau-nés dans le monde devrait augmenter de près de 4% par rapport aux années 2000 et s'élever à plus de 98%.

Au niveau de l'éducation, « 97% des enfants devraient achever au moins l'enseignement primaire et 77% au moins le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ». Par contre, les inégalités de genre devraient occuper une place moins prééminente dans le monde que connaîtront les enfants dans les 2050.

En ce qui concerne la situation de vulnérabilité notamment en 2020, plusieurs élèves ont subi des sanctions disciplinaires, voire des arrestations à cause des vidéos virales de « sextape » qui ont été tournées et diffusées sur les réseaux sociaux. Ceci témoigne à suffisance les conséquences dévastatrices du mauvais usage de l'internet sur l'éducation, la santé ainsi que la vie et la survie des enfants.

La ministre de l'Action sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la femme, Prof. Kossiwa Zinsou-Klassou, a indiqué que loin de se satisfaire des progrès réalisés, il est important de chercher à atteindre des meilleures performances en termes de protection des droits de l'enfant, ce qui n'exclut pas de rappeler également à l'enfant ses devoirs. « Le gouvernement ne ménagera aucun effort pour poursuivre inexorablement avec vous, l'exploitation des voies et moyens appropriés pour l'édification d'un Togo où les enfants vivent, grandissent et se développent dans des conditions qui répondent à leurs besoins spécifiques », a-t-elle réitéré. Prof. Zinsou-Klassou demande aux enfants d'abandonner les comportements qui contribueraient à nuire leur avenir.

Le représentant résident par intérim de l'UNICEF au Togo, Dr Isselmou Ould Boukhary, a souligné qu'au Togo, des progrès notables ont été réalisés ces dernières années grâce à des initiatives visionnaires et des partenariats solides. Il a salué les efforts du gouvernement en faveur de l'accès de chaque enfant à une éducation inclusive de qualité. « Le Togo a, entre 2020 et 2024, augmenté de 52% le budget alloué au secteur de l'éducation primaire et secondaire », a-t-il relevé. Dr. Ould Boukhary a appelé toutes les parties prenantes à se joindre à cet effort collectif.

Le représentant de la représentante résidente de Plan-Togo, M. Alexis Akawilou Lemou a réitérè l'engagement de sa structure à œuvrer avec le gouvernement, l'UNICEF et les autres organisations de la société civile pour l'atteindre de l'objectif commun celui de la protection des enfants et de la réalisation effective de leurs droits.

La rencontre a connu aussi la participation de la coordinatrice du système des nations unies au Togo, Mme Coumba Sow, de la représentante de l'UNFPA au Togo, Dr. Edwige Adékambi-Domingo et du secrétaire général de la préfecture du Golfe, Lébénin Djabavi.

ATOP/TGB/BA/KYA

NOUVELLES DES PREFECTURES

DES CHEFS TRADITIONNELS EDIFIES SUR LE RECENSEMENT AGRICOLE ET L'IDENTIFICATION BIOMETRIQUE

Kougnohou, 26 nov. (ATOP) - Les chefs de villages et de cantons de la préfecture de l'Akébou ont été édifiés, le mardi 26 novembre à Kougnohou, dans la commune Akébou 1 sur le Recensement national agricole (RNA) et l'Identification biométrique (eID).

L'objectif de cette rencontre est d'informer et de sensibiliser les différents chefs traditionnels de l'Akébou sur ces recensements. Les participants ont été édifiés sur la nécessité pour le Togo d'avoir ces données agricoles et biométriques dans chaque hameau, ferme, village et canton de toutes les 117 communes du Togo.

Le directeur du district sanitaire de l'Akébou, Ablé Essosolam a entretenu l'assistance sur l'épidémie de choléra qui sévit dans les préfectures du Golfe, des Lacs et de Bas Mono. Ils ont été édifiés sur la maladie du choléra, les symptômes et les moyens de prévention. M. Ablé a invité les chefs de cantons et de village et toute la population de

son district à la prévention et à veiller sur l'hygiène corporelle et surtout des mains à tout moment et partout.



Le préfet Yovo s'adressant...



...aux têtes couronnées

« Nous avons voulu par cette occasion profiter pour sensibiliser les chefs sur les pandémies de choléra, la rougeole, les feux de végétation précoces pour éviter des désagréments aux paysans dans notre localité », a indiqué le préfet Yovo Koffi-Kuma. Il a exhorté les têtes couronnées à réserver un accueil chaleureux aux agents recenseurs prochainement.

L'identification biométrique permet d'attribuer un numéro d'identification unique à chaque citoyen vivant sur le sol togolais.

ATOP/PM/BV

AGOE-NYIVE/EAU ET ASSAINISSEMENT :

LES MEMBRES DU CADRE DE CONCERTATION ECHANGENT SUR LES ACTIVITES DU SECTEUR

Tsévié, 26 nov. (ATOP) - Les membres du Cadre de concertation régional du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement de la Maritime ont pris part à une réunion d'échanges et de partage sur les activités du secteur, le lundi 25 novembre à Adetikopé dans la préfecture d'Agoe-Nyivé.

La séance a réuni une vingtaine d'acteurs de l'administration publique, de la chefferie traditionnelle, des collectivités territoriales ainsi que ceux des organisations de la société civile. L'objectif est de faire le suivi de la mise en œuvre des activités planifiées en 2024 de chaque partenaire et de collecter celles prévues pour 2025. Les participants vont échanger sur les défis et perspectives puis préciser les rôles et responsabilités de chaque acteur. La finalité est de coordonner et suivre les interventions de tous les acteurs afin d'optimiser les ressources et offrir un service d'eau, d'hygiène et d'assainissement de qualité aux populations.

Chaque partenaire a présenté les différents points d'intervention dans sa zone, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les perspectives d'avenir.

Le conseiller technique du ministre, chargé de la direction régionale de l'Eau et de l'Assainissement de la Maritime, Ahamadou Yaminou a expliqué que cette séance permet à tous les acteurs de parler un même langage afin que les travaux exécutés à tous les



Le cadre de concertation à la fin des travaux

niveaux puissent avoir un bon aboutissement. Il a ajouté que les acteurs vont corriger les insuffisances et harmoniser les actions sur le terrain. ATOP/AKM/BV/KYA

CINKASSE/ VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE :

LE CFSPC LANCE UNE CAMPAGNE DE 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LE FLEAU A TIMBOU

Cinkassé, 26 nov. (ATOP) - Le club des femmes des Savanes pour la promotion de la culture (CFSPC) a lancé le lundi 25 novembre à Timbou, une campagne de 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles.

La campagne sera meublée par des émissions radiophoniques, des activités sportives et un concours de poésie. Elle prendra fin le 10 décembre par une soirée culturelle. L'activité est financée par l'Agence des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR) dans la commémoration de la journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes, observée le 25 novembre. Elle est un volet du projet « Prévention et la réponse communautaire à la violence basée sur le genre dans la région des Savanes ».

La campagne est placée sous le thème : « Agir avec les leaders communautaires contre les violences à l'égard des femmes, filles déplacées de force et celles des communautés d'accueil ». Elle vise à sensibiliser l'opinion publique sur les conséquences du fléau et susciter son engagement en faveur du changement contre la violence basée sur le genre. Il est aussi question d'amener les décideurs locaux à accompagner les femmes dans cette lutte contre les violences basées sur le genre.

Le lancement a été marqué par une caravane de femmes et filles du canton de Timbou qui, partie du centre-ville a eu pour point de chute, la maison des jeunes de la localité. Les caravanières ont été accueillies par le maire de la commune Cinkassé 2, Debiré Kandjime.

La présidente du CFSPC, Mme Tchedé Issa Aminatou épouse Yangnenam a indiqué que malgré les efforts consentis dans la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, beaucoup restent encore à faire. Elle appelle toutes les communautés à s'impliquer dans cette lutte.

Le maire Debiré Kandjime et la directrice régionale de l'Action sociale des Savanes, Mme Kadessole Calara ont félicité le CFSPC pour ses efforts dans cette lutte. Ils ont invité chaque acteur communautaire à s'engager pour un changement de comportement. ATOP/BB/BV

DES ACTEURS COMMUNAUX A L'ECOLE DE LA GOUVERNANCE MUNICIPALE ET DU LEADERSHIP A BLITTA

Blitta-gare, 26 nov. (ATOP) – Cent trente acteurs communaux des vingt communes partenaires de ProDeG prennent part, du 25 novembre au 3 décembre, à un atelier de renforcement de capacités sur la gouvernance municipale et le leadership à Blitta.

L'atelier se déroule en quatre sessions de formation de deux jours chacune. La première concerne les communes de Mô 2, Blitta 1, Kéran 3, Bas-Mono 1 et Ogou 1.

Ces sessions de formation sont organisées par l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT), avec l'appui technique et financier du Programme décentralisation et gouvernance (ProDeG IV) de la GIZ. Elles visent à améliorer les connaissances et pratiques des acteurs communaux en gouvernance municipale et

leadership en vue d'optimiser la prestation des services sociaux de base à leurs populations.

Les participants seront renforcés à travers des modules portant, entre autres, sur « Les généralités sur la gouvernance municipale, les fondements et principes de la gouvernance locale et les acteurs de la gouvernance municipale ». Le processus de prise de décision en matière de bonne gouvernance et le leadership dans le secteur public seront également abordés.

Le directeur général de l'ANFCT, Denyo Dodzi a inscrit ces sessions dans une dynamique de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation pour une meilleure gestion des affaires publiques. Il a souligné que ces rencontres vont insister davantage sur l'implication de tous dans la gestion des affaires communales. Elles vont également clarifier le processus de prise de décision en matière de bonne gouvernance et le concept de leadership dans le contexte d'une collectivité territoriale.

Pour sa part, le chef d'antenne GIZ région Centrale, Sôssô Takounadi a fait savoir que ces formations en présentielles seront bientôt couplées de formations en ligne à travers la plateforme e-learning que développe l'ANFCT avec l'appui de ProDeG. Il a souligné que le couplage de ces formations permettra de couvrir tout le territoire et d'avoir plus d'impact en termes d'amélioration de savoir-faire et savoir-être dans la fourniture des services publics aux citoyens.

De son côté, le préfet de Blitta, Batossa Boukari a relevé l'importance de la formation des acteurs locaux pour une meilleure gestion des affaires communales et un développement harmonieux des territoires. Il a invité les uns et les autres à une participation active et à une appropriation des acquis pour l'atteinte des objectifs visés.

Au nom des participants, le maire de Mô 2, Dominique Gmampoum a remercié l'ANFCT et son partenaire pour l'initiative de cet atelier. Il a laissé entendre que les connaissances reçues vont leur permettre de mieux gérer leurs communes afin d'améliorer la qualité de vie des populations.

Les sessions font suite à d'autres formations tenues en juillet dernier dans la région des Savanes avec l'appui du projet « Cohésion sociale (CoSo) ».

ATOP/SF/MEK



Officiels et participants

BINAH :

LA JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT CELEBREE A PAGOUA

Pagouda, 26 nov. (ATOP) - La journée internationale des droits de l'enfant célébrée le 20 novembre a été observée en différé le vendredi 22 novembre à Pagouda, chef-lieu de la préfecture de la Binah.

Placée sous le thème « chercher ceux qui sont perdus et les ramener sur la bonne voie », la manifestation est organisée par le cluster des églises évangéliques de la Binah avec l'appui technique et financier de l'ONG « Compassion Internationale Togo ». Elle a été essentiellement marquée par une sensibilisation de la population sur le respect scrupuleux des droits des enfants en vue de leur évolution, émancipation et épanouissement.

Les organisateurs ont insisté sur la nécessité de la prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité sur le plan scolaire, sanitaire, alimentaire, psychologique et spirituel.

Occasion pour les responsables du Centre de développement des enfants et jeunes (CDEJ) de l'ONG Compassion Internationale de faire le bilan des activités de l'année 2024, de relever les difficultés rencontrées sur le terrain et trouver des approches de solution pour une meilleure prise en charge des enfants admis dans le centre.

Le coordinateur du centre, Bitassa Essolakina, a expliqué aux participants le fonctionnement du centre et les conditions d'admission des enfants orphelins, démunis ou vulnérables dans le centre et leur prise en charge jusqu'à l'âge adulte. Selon lui, ces enfants bénéficient du logement, de l'habillement, de l'alimentation, la santé, la scolarité et de l'enseignement biblique qui constituent leurs droits fondamentaux en vue de leur plein épanouissement. Le centre abrite 214 enfants âgés de 8 à 22 ans.

Le préfet de la Binah, Ataba Abalounhorou s'est réjoui des actions menées par le CDEJ dans le respect des droits des enfants et félicité l'ONG Compassion Internationale et ses partenaires pour les efforts consentis pour le bien des enfants en situation de vulnérabilité.

Le président des leaders des églises partenaires de l'ONG Compassion internationale Togo de la Binah, Sagoyini Jacob a imploré la protection divine sur le centre et sur tous les acteurs du respect des droits des enfants. Il a aussi prié pour la paix au Togo et imploré la bénédiction divine sur ses dirigeants et sur l'ensemble des togolais. ATOP/AK/SKP/GMM



Les participants

KOZAH/CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT 2024:

SUR 21 259 458 PLANTS PREVUS, 814 495 SONT MIS EN TERRE DANS LA KARA

Kara, 26 nov. (ATOP) - Les bilans à mi-parcours de la campagne nationale de reboisement 2024, des préfectures de la région, ont été présentés aux acteurs de la Kara les 20, 21, 22 et 25 novembre. Ceux-ci indiquent que sur 21 259 458 plants prévus, 814 495 ont été mis en terre dans la région.



Participants à la rencontre de la Kozah



Participants de Kéran

La présentation a été faite par la direction régionale du ministère de l'Environnement et des Ressources forestières de la Kara. Les bilans à mi-parcours ont

été présentés aux acteurs impliqués dans le programme de reboisement dans les préfectures de Bassar, Binah, Dankpen, Doufelgou, Kéran et Kozah. Ces rencontres ont été également un cadre pour relever les manquements et d'envisager des pistes de solutions pour une future campagne réussie.

Dans le Bassar, le bilan présenté indique que 85.248 plants ont été mis en terre sur une superficie de 165,774 ha et 9,965 km linéaire. La préfecture a connu une régression de 6,28% par rapport à l'année dernière où elle avait mis en terre 140.881 plants sur une superficie de 514,9 ha.



Visite d'un site reboisé à Bassar

Dans le Dankpen, 113.129 plants toutes essences confondues sont mis en terre sur 152 ha et 6 km de linéaire dans différentes zones définies. 90% des plantations sont bien entretenues. La préfecture occupe 4^{ème} rang sur 7.

Dans la Binah, la préfecture a planté 72 848 plants sur une superficie de 75, 266 ha. Elle est classée 7^{ème}. Le résultat montre également une régression de reboisement par rapport aux campagnes passées (143 263 plants en 2021, 139 712 plants en 2022, 89 712 plants en 2023).

Dans le Doufelgou, 86 772 plants ont été mis en terre sur 144, 54 ha. Elle vient en 5^{ème} position. Le constat révèle que le reboisement a chuté dans cette préfecture par rapport à la campagne précédente où 108 552 plants sont mis en terre sur 400,2 ha.

Dans la Kéran, 137 734 plants sont mis en terre sur une superficie de 348,41 ha et 5,57 km linéaire. Elle occupe la 2^{ème} place sur le plan régional.

La préfecture de la Kozah occupe le premier rang dans le classement régional. Elle a mis en terre 204 633 plants sur une superficie de 254,02 ha et 27,4 km linéaires dans les établissements scolaires, les lieux publics, le flanc du barrage de la Kozah ainsi que sur d'autres sites de la place.

Dans toutes ces préfectures, des visites sur différents sites pour toucher du doigt l'évolution des plants mis en terre ont été effectuées par des acteurs impliqués dans la protection de l'environnement.

Les directeurs préfectoraux de l'environnement ont expliqué que la baisse du reboisement pour cette campagne dans la plupart des préfectures de la région de la Kara est due à des difficultés relatives au manque de la main d'œuvre et à la mobilisation des terres, viennent s'ajouter les contraintes de la sécheresse.

Les préfets et les maires de ces différentes localités ont invité les différents acteurs à plus de mobilisation pour une couverture végétale effective en vue de l'atteinte des objectifs de la double ambition quinquennale et décennale, qui est d'atteindre 25% de couverture végétale à l'horizon 2025 et de reboiser un milliard d'arbres d'ici à 2030.

Le directeur régional de l'Environnement de la Kara, Lt. Col Akounda Bada, a rappelé qu'en 2021 le gouvernement a décidé de mettre en terre 1 milliard de plants d'ici à 2030 et de faire un effort pour atteindre 25% de couverture forestière en 2025. Il a précisé qu'actuellement, la région de la Kara est à 24% de couverture végétale. Le Lt. Col a relevé la nécessité de redoubler, voire triplé d'effort pour être au rendez-vous de cette double ambition. Il a invité la population à relever les défis contre les feux de végétations et de pâturage ou le vaine-pâturage surtout à ce début de la saison sèche.

ATOP/SG/BV/KYA

NOUVELLES DE L'ETRANGER

L'ONU APPELLE A LA FIN DE L'UTILISATION DES MINES ANTIPERSONNEL

Africanews - Le Traité international d'interdiction des mines peine à être appliqué, 25 ans après son adoption. Constat du secrétaire général des Nations Unies.

Antonio Guterres a affirmé le lundi 25 novembre, que plusieurs parties signataires de ce traité ont repris l'utilisation des mines antipersonnel alors que d'autres n'ont toujours détruit ces armes.

C'était à l'ouverture lundi au Cambodge, du cinquième examen du traité sur les mines, aussi connu sous le nom de Traité d'Ottawa. Le patron de l'ONU a sollicité des Etats, le respect de leurs obligations en la matière.

Le Pape François a abondé dans le même sens. Le souverain pontife exhorte tous les États à adhérer au traité, dans l'intervalle, à cesser immédiatement de produire et d'utiliser des mines terrestres.

Des pays comme les États-Unis, la Chine, l'Inde, le Pakistan, la Corée du Sud et la Russie sont toujours en marge de cette initiative, entrée pourtant en vigueur depuis 1999.

Selon l'Observatoire des mines, plus de 5 000 personnes ont été tuées ou blessées par des mines terrestres et des munitions non explosées l'année dernière, principalement des civils, dont un tiers d'enfants.

L'Observatoire précise par ailleurs que la Russie avait utilisé des mines antipersonnel de manière intensive en Ukraine et qu'il y a tout juste une semaine, les États-Unis, qui ont fourni à l'Ukraine des mines antichars tout au long de la guerre, ont annoncé qu'ils commenceraient à fournir à Kiev des mines antipersonnel pour tenter de ralentir la progression de la Russie sur le champ de bataille.

Africanews

ESSEULE DANS LA LUTTE CONTRE BOKO HARAM, LE TCHAD VEUT QUITTER LA FMM

Africanews - Fin octobre une violente attaque de Boko Haram a causé la mort d'une quarantaine de soldats tchadiens dans la région du Lac Tchad.

Le 10 novembre, dans la foulée du lancement par les autorités de l'opération Haskanite, l'armée tchadienne savoure une victoire, disant avoir éliminé une centaine de terroristes, dont le chef de Boko Haram, tout en déplorant la perte de 15 de ses soldats.

Je vous confirme qu'il n'y a plus deux ou trois groupes de Boko Haram sur le territoire tchadien. Cette opération n'a pas seulement mis les terroristes en débandade, mais elle a également permis d'éliminer leurs dirigeants. Je prends pour exemple notre dernier accrochage, qui a conduit à la neutralisation de Kanaye Djougoune, une figure bien connue dans les rangs de Boko Haram, ainsi que d'autres responsables. L'opération Haskanite porte déjà ses fruits, Haggar, Gouverneur de la province du Lac.

Bien que le Tchad affirme qu'il n'existe pas de base fixe de Boko Haram sur son territoire, les autorités estiment que la majorité des combattants proviennent du Nigeria et du Niger voisins, utilisant la région du Lac Tchad comme zone d'approvisionnement avant leurs attaques. Toutefois, ces derniers mois, le Tchad a exprimé ouvertement son intention de se retirer de la Force mixte multinationale, déplorant un manque de soutien de la part des autres pays membres de cette coalition

Pourquoi le Tchad se retrouve-t-il seul sur le terrain ? C'est là la vraie question. Pourquoi ces populations, des réfugiés et déplacés, n'ont-elles pas reçu un accompagnement suffisant de la communauté internationale, notamment des organisations humanitaires ? Personne ne peut accepter qu'à chaque attaque, ce soient nos forces de sécurité et de défense qui tombent, que ce soient les nôtres que l'on enterre à chaque fois s'est satisfait Saleh Boukar Michel, ministre de la Communication du Tchad

Le président tchadien, Mahamat Idriss Deby Itno, a réaffirmé début novembre, dans une interview à la chaîne publique, la volonté de son pays de quitter la Force mixte multinationale. Créée en 2015, cette coalition vise à contrer les menaces du groupe Boko Haram dans la région du Lac Tchad. Composée de troupes du Nigeria, du Cameroun, du Niger, du Bénin et du Tchad, la force a son siège à N'Djamena, au Tchad.

Africanews

PROCES DE L'AVION PRESIDENTIEL AU MALI :
POURVOI EN CASSATION POUR LA LIBERATION DE L'EX-MINISTRE BOUARE FILY
SISSOKO

Au Mali, l'ex-ministre de l'Économie Bouaré Fily Sissoko tente d'obtenir sa libération. Le procès fleuve de l'affaire de l'avion présidentiel et des contrats militaires surfacturés a été suspendu le 9 octobre dernier. L'ex-ministre est poursuivie notamment pour « corruption » et « atteinte aux biens publics ». Elle clame son innocence. En détention préventive depuis plus de 3 ans, son énième demande de libération, sous contrôle judiciaire, a une nouvelle fois été rejetée le 13 novembre par la chambre d'accusation de la Cour suprême. Le 25 novembre, son avocat s'est pourvu en cassation auprès de la chambre criminelle de la Cour suprême.

« L'article 135 du code de procédure pénale du Mali dispose que personne ne peut être détenu provisoirement au-delà de 3 ans, pose d'emblée Maître Djanguina Tounkara. Aucunement ! L'article est on ne peut plus clair ! Madame la ministre garde prison depuis le 26 août 2021, soit plus de 3 ans, rappelle l'avocat de Bouaré Fily Sissoko. Rien ne justifie son maintien en détention, si ce n'est des considérations extra-juridiques. Madame la ministre ne représente aucun danger pour l'ordre public, elle n'a jamais cherché à fuir ».

Bien au contraire, depuis son arrestation, Bouaré Fily Sissoko ne cesse de réclamer d'être jugée. En août 2022, elle avait même adressé une lettre ouverte au Président de transition Assimi Goïta, non pour implorer sa clémence mais pour que son procès puisse enfin se tenir. L'ex-ministre assurait vouloir « sortir blanchie de tout soupçon » pour que « [ses] enfants [...] puissent toujours marcher la tête haute » au Mali.

Calendes grecques

« Soit on organise un procès, soit on la libère, s'indigne encore son avocat, maître Tounkara. La détention provisoire, c'est pour accumuler des preuves, pour bâtir une accusation, mais au-delà de 3 ans, après 36 mois de détention, qu'est-ce qu'on va chercher ? Elle a été entendue plusieurs fois, et au cours du procès [qui s'est ouvert en septembre dernier avant d'être suspendu pour une durée indéterminée, NDLR], pendant trois semaines, on a vu que l'accusation pataugeait ! C'est pourquoi ils ont été obligés de renvoyer ce procès aux calendes grecques ! Cette détention provisoire ne se justifie plus ».

Après trois semaines d'audience, les représentants de l'État ont demandé de nouvelles auditions de personnalités politiques ainsi que le versement au dossier de nouveaux documents. L'affaire a été renvoyée pour complément d'informations.

Au total, une dizaine de personnalités – hommes d'affaires, politiques, militaires – pour la plupart hors du Mali sont jugés dans cette vaste affaire de corruption et de détournements

de fonds publics, datant de 2014 et portant sur plus de 130 milliards de francs CFA (environ 198 millions d'euros).

C'est dans le cadre de cette procédure que l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga avait été incarcéré, avant de mourir en détention en mars 2022. En dépit de son état de santé et des recommandations médicales, les autorités maliennes de transition s'étaient opposées à son évacuation sanitaire. RFI

SPORTS

LES LUSHOISES DU TOUT PUISSANT MAZEMBE COURONNÉES REINES D'AFRIQUE

Rabat (Cafonline)-La Ligue des Champions Féminine de la CAF a un nouveau vainqueur. En effet, après les Mamelodi Sundowns en 2021 et 2023, l'AS FAR en 2022, la section féminine du Tout Puissant MAZEMBE vient d'ajouter son nom au palmarès de la plus prestigieuse compétition dédiée aux clubs féminins du continent.

Grâce à une victoire 1-0 très tactique et très disputée en finale disputée au Stade Ben Ahmed El Abdi d'El Jadida contre l'AS FAR, le TP Mazembe a été couronné champion d'Afrique pour la première fois.

Mazembe a fait preuve de beaucoup de résilience et de courage pour prendre le dessus sur les Marocaines de l'AS FAR, face à leur public.

Le but décisif de la quatrième édition du tournoi a été inscrit par Marlene Kasaj dans les 10 premières minutes, une précieuse avance que Mazembe a conservé tout au long du match pour sceller une victoire historique.

Cafonline

REAL :

VINICIUS TOMBE AUSSI, L'HÉCATOMBE QUI INQUIÈTE...

Madrid (Maxifoot)-Avec la blessure de son ailier Vinicius Junior, absent pour trois semaines environ, le Real Madrid fait face à une rare hécatombe et jouera très diminué face à Liverpool, mercredi en Ligue des Champions.

Si rien ne dit que tous ces pépins physiques lui sont imputables, le préparateur physique du Real Madrid Antonio Pintus, déjà remis en cause ces dernières semaines, risque de se mettre encore du monde à dos.

Blessé au biceps fémoral de la jambe gauche contre Leganés (3-0) dimanche en Liga, l'ailier madrilène Vinicius Junior va vraisemblablement manquer trois semaines de compétition. Le Brésilien s'ajoute à la grande liste des blessés chez les Merengue.

Six blessés majeurs

Ainsi, avec le forfait acté de l'international auriverde pour le choc contre Liverpool, mercredi en Ligue des Champions, le Real va se présenter très diminué à Anfield, avec six absents de taille. Les défenseurs Eder Militão, Dani Carvajal et David Alaba souffrent tous d'une rupture du ligament croisé d'un genou, le milieu Aurélien Tchouaméni se remet peu à peu d'une entorse de la cheville gauche, alors qu'à l'image de son compatriote, l'ailier Rodrygo est également touché au niveau du biceps fémoral.

À qui la faute ? Une question de préparation physique, de malchance ? Pour Vinicius, la réponse est déjà toute trouvée. Sur le réseau social X, l'intéressé s'est plaint

de la cadence infernale du calendrier. «Le calendrier fou... Il faut récupérer !», a fustigé l'ancien talent de Flamengo, comme nombre d'acteurs du football avant lui.

Victoire impérative à Anfield pour le Top 8

Mal en point en LdC avec sa 18e place au classement, le Real devra bricoler pour affronter l'actuel leader de la Premier League. Ce qui n'est pas de bon augure, forcément, même si en l'absence de Vinicius, Kylian Mbappé pourrait en profiter pour enchaîner sur l'aile gauche et lancer véritablement son aventure madrilène (voir article ici). En tout cas, sans succès en Angleterre, les Merengue enterreront presque à coup sûr leurs espoirs de finir dans le Top 8, synonyme de qualification directe en 8es de finale.

Maxifoot

MANCHESTER CITY :

LE GRAND FLOU SUR LE FUTUR DE DE BRUYNE

Manchester (Maxifoot)-Membre clé des succès de Manchester City ces dernières années, le milieu de terrain Kevin De Bruyne a connu un début de saison perturbé par les blessures. Et en fin de contrat en juin prochain, le Belge dispose d'un avenir très incertain.

Sur une série de 5 défaites consécutives toutes compétitions confondues, Manchester City traverse une période noire. Pénalisés par une infirmerie bien remplie, les Citizens n'arrivent pas à trouver la bonne formule.

Entré face à Tottenham (0-4) samedi en Premier League à la 74e minute, le milieu mancurien Kevin De Bruyne pourrait incarner une solution afin de relancer la machine.

De Bruyne, des blessures qui ont compromis son avenir...

Mais encore faudrait-il que le Belge retrouve son meilleur niveau... A 33 ans, l'ancien joueur de Chelsea a multiplié les problèmes physiques au cours des derniers mois. Une fragilité qui a même jeté un doute sur son avenir à City ! En effet, en fin de contrat en juin 2025, De Bruyne a reconnu un grand flou pour son futur. «Honnêtement, je ne sais pas. Au début de la saison, des discussions étaient prévues, mais je me suis blessé à Brentford. C'était censé durer quelques jours, mais j'ai raté huit à neuf semaines. Donc j'ai mis la question de mon avenir de côté», a-t-il fait savoir en conférence de presse ce lundi.

«Je ne suis pas trop inquiet. Tout va bien. Je suis heureux, je veux juste rejouer un bon football et l'avenir, nous verrons. Je suis le seul à pouvoir vous donner des réponses, mais je ne sais pas. Si aucune discussion n'a lieu, ce sera ma dernière année au club, mais je ne sais pas. On a discuté cet été, mais j'ai été blessé et je n'étais pas dans le bon état d'esprit pour parler à nouveau de la suite. J'ai besoin de revenir sur le terrain et d'être à nouveau moi-même. Il n'y a pas d'urgence, je ne me sens pas mal à l'aise, je ne suis pas inquiet», a répété De Bruyne.

Le message de Guardiola

Même considéré comme une légende de City, le natif de Tronchiennes va devoir prouver à nouveau sa valeur pour mériter un nouveau deal. Joueur le mieux payé de la Premier League, De Bruyne a d'ailleurs reçu un message de son entraîneur Pep Guardiola. «Je ne sais pas, c'est à Kevin de décider. Comme David Silva, il décidera lui-même du meilleur moment de son départ, pour lui et pour l'équipe. On ne reste pas ici car on a réalisé des choses spéciales, nous sommes ici pour continuer de gagner. Et c'est ce qui nous permet de rester», a commenté l'Espagnol. A De Bruyne de démontrer qu'il peut toujours gagner à un haut niveau. Maxifoot

Copyright, ATOP. Tous droits réservés